

Union Régionale des Professionnels de Santé des Chirurgiens-Dentistes D'île de FRANCE

Sommaire

Bilan	1
ACTIF	1
<i>Immobilisations incorporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations financières</i>	<i>1</i>
<i>Actif circulant</i>	<i>1</i>
PASSIF	2
<i>Fonds propres</i>	<i>2</i>
<i>Fonds reportés et dédiés</i>	<i>2</i>
<i>Provisions</i>	<i>2</i>
<i>Dettes</i>	<i>2</i>
<i>Engagements reçus</i>	<i>2</i>
<i>Engagements donnés</i>	<i>3</i>
Compte de résultat	4
<i>Produits d'exploitation</i>	<i>4</i>
<i>Charges d'exploitation</i>	<i>4</i>
<i>Produits financiers</i>	<i>4</i>
<i>Charges financières</i>	<i>4</i>
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>5</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>5</i>
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>	<i>5</i>
Annexes 2024	6
PREAMBULE	6
EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	6
<i>Sans impact sur l'activité de l'entreprise</i>	<i>6</i>
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6
METHODE GENERALE	6
PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION	7
CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION	7
NOTES SUR LE BILAN ACTIF	8
NOTES SUR LE BILAN PASSIF	9
AUTRES INFORMATIONS	10

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	28 482	4 562	23 919		23 919
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	330 000		330 000	330 000	
Constructions	5 542 768	1 435 012	4 107 755	4 325 006	- 217 251
Installations techniques, matériel et outillage industriels	255 233	74 848	180 385	216 847	- 36 462
Autres immobilisations corporelles	177 911	72 807	105 105	73 969	31 136
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	6 334 394	1 587 230	4 747 164	4 945 821	- 198 657
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres					
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 069 336		3 069 336	2 480 227	589 109
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	3 069 336		3 069 336	2 480 227	589 109
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	9 403 730	1 587 230	7 816 500	7 426 049	390 451

Bilan

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	7 369 541	6 979 080	390 461
Excédent ou déficit de l'exercice	188 909	390 461	- 201 552
Situation nette (sous total)	7 558 450	7 369 541	188 909
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	7 558 450	7 369 541	188 909
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	200 000		200 000
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	200 000		200 000
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 925	21 706	11 219
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	5 126	14 802	- 9 676
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	20 000	20 000	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	58 051	56 508	1 543
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	7 816 500	7 426 049	390 451
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	43 582	50 151	- 6 569	-13,10
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 140 487	1 094 055	46 432	4,24
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	831	1 229	- 398	-32,38
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits				
Total des produits d'exploitation (I)	1 184 900	1 145 435	39 465	3,45
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	314 207	269 425	44 782	16,62
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	19 512	18 537	975	5,26
Salaires et traitements	154 714	156 335	- 1 621	-1,04
Charges sociales	34 960	44 653	- 9 693	-21,71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	273 585	268 515	5 070	1,89
Dotations aux provisions	200 000		200 000	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	607		607	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	997 585	757 466	240 119	31,70
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	187 315	387 969	- 200 654	-51,72
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 639	2 492	147	5,90
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	2 639	2 492	147	5,90
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	2 639	2 492	147	5,90
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	189 955	390 461	- 200 506	-51,35
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	1 046		1 046	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 046		1 046	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 046		- 1 046	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 187 540	1 147 927	39 613	3,45
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	998 631	757 466	241 165	31,84
EXCEDENT OU DEFICIT	188 909	390 461	- 201 552	-51,62
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes 2024

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 7 816 500,43 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 388 908,86 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/04/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Monsieur Jérôme RAGENARD a été engagé en date du 2 mai 2023 en qualité de Directeur Général de l'URPS. Il a été licencié en date du 21 Juillet 2023 pour faute grave. Monsieur RAGENARD a saisi le conseil des Prud'hommes en date du 02/08/2023. Le Conseil des Prud'hommes a délivré en date du 9 novembre 2023 une ordonnance de référé qui a débouté Monsieur RAGENARD de l'intégralité de ses demandes. Monsieur RAGENARD a fait appel de la décision. Une audience est prévue au Conseil des Prud'hommes en date du 15/01/2026. Une provision a été constatée dans les comptes.

- Monsieur Kevin COSTELCADE a été engagé en date du 09/05/2016 en qualité de Délégué général. Il a été licencié en date du 15/05/2024 pour faute grave. Monsieur COSTECALDE a saisi le conseil des Prud'hommes et une procédure est en cours. Une provision a été constatée dans les comptes.

Sans impact sur l'activité de l'entreprise

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er janvier 2020.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les charges sont comptabilisées conformément au Plan Comptable Général, à savoir sur la base d'une comptabilité d'engagement.

En revanche, le fait générateur de la comptabilisation des versements de l'ACOSS est l'encaissement effectif des sommes.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels:

- immobilisations décomposables: l'entreprise a été en mesure de définir les immobilisations décomposables et notamment concernant l'acquisition d'un local situé au 4, rue Traktir 75116 PARIS en date du 24 juin 2014.
- immobilisations non décomposables: bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les présents comptes ont été établis conformément au décret 2010-585 du 2 juin 2010 relatif aux Unions Régionales de Professionnels de Santé.

Annexes 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		28 482		28 482
Immobilisations corporelles	6 259 619	47 492	1 199	6 305 912
Immobilisations financières				
TOTAL	6 259 619	75 974	1 199	6 334 394

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		4 562		4 562
TOTAL I		4 562		4 562
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	697 525	73 295		770 820
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	520 237	143 955		664 192
Installations techniques, matériel, outillages industriels	38 386	36 462		74 848
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	31 799	10 341		42 140
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	25 850	6 016	1 199	30 667
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 313 798	270 068	1 199	1 582 667
TOTAL GENERAL (I+II)	1 313 798	274 631	1 199	1 587 230

Annexes 2024 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF*****Etat des dettes et produits constatés d'avance***

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	32 925	32 925		
Dettes fiscales et sociales	5 126	5 126		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	20 000	20 000		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	58 051	58 051		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	32 925
Dettes fiscales et sociales	1 362
Autres dettes	
TOTAL	34 287

Annexes 2024 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres		
TOTAL	1	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3420 euros.

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrite à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Tél : 06.61.59.42.51 – E-mail josephcohen2@free.fr

URPS

**Siège social : 4 Rue de Traktir
75016 Paris**

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrite à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Tél : 06.61.59.42.51 – E-mail josephcohen2@free.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2024

Madame Pereira,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vous-même, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **la URPS** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **la URPS** à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrite à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Indépendance Tél : 06.61.59.42.51 – E-mail josephcohen2@free.fr

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié de principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les disponibilités et les comptes liés aux participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêté dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrite à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Tél : 06.61.59.42.51 – E-mail josephcohen2@free.fr

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la **URPS** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PARIS, le 23 Juin 2025

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes



JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrite à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Tél : 06.61.59.42.51 – E-mail josephcohen2@free.fr

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.